



NOUS VOULONS LA VERITE !

Tout d'abord, l'état de santé de nos 3 collègues :

Valérie est toujours hospitalisée à l'Hôpital neurologique de Lyon, son état est très, très grave. A l'heure actuelle, les médecins ne se prononcent toujours pas.

Catherine, est à Lyon SUD, elle souffre énormément, ses blessures sont très sérieuses, elle est très fatiguée.

Claire est à la Clinique mutualiste où elle a été transférée jeudi soir. Elle est très choquée, elle a vécu en direct la souffrance de Catherine et Valérie, ses blessures graves ne lui ont pas permis d'intervenir, elle en aura pour des mois de soins et de rééducation.

Nous demandons à la Mutualité Française de la Loire la prise en charge intégrale des soins, de la rééducation et des salaires.

D'autre part, en réponse au préfet et à toutes les rumeurs qui circulent, nous voulons contester certaines affirmations sur ce qui s'est passé :

- **L'usage de gaz lacrymogènes** a été faite « pour se dégager face à une pression forte et agressive ».

FAUX : Aucune agressivité, aucun projectile n'a été lancé, les manifestants avaient les mains nues face à des CRS qui avaient des matraques, des casques et autres protections et des gaz lacrymogènes qu'ils ont utilisé, ce qui a provoqué un mouvement général de recul. La violence, ce sont les forces de l'ordre qui l'ont générée, tout le monde peut en témoigner.

Les salariés voulaient entrer pour rencontrer leurs employeurs pour exprimer leur rejet de la dénonciation de leur convention collective devant toute la salle du congrès. C'était leur droit... Il aurait du leur être accordé !

NOUS VOULONS LA VERITE !

La question se pose de savoir qui a donné l'ordre de faire usage de gaz lacrymogènes, mais aussi qui a demandé une telle présence de CRS à ce congrès.

D'autres rassemblements de patrons de la FEHAP ont eu lieu sans les forces de l'ordre et jamais aucun employeur de l'économie sociale n'a été blessé. N'oublions pas que lorsqu'ils s'attaquent aux droits des salariés, les patrons, comme l'Etat, prennent des dispositions pour imposer leurs mesures, et celles-ci peuvent être radicales.

- **Le drame se serait déroulé « en marge d'une manifestation », « sur un lieu très éloigné » :**

FAUX : C'était à quelques mètres seulement des véhicules sono CGT (une dizaine de mètres). Il y a eu usage de gaz, les manifestants se sont repliés, pour se protéger, se nettoyer les yeux ; c'est dans ce contexte là que la grille a cédé. Le drame a eu lieu dans le cadre immédiat du rassemblement après l'usage de gaz lacrymogènes par les CRS.

Nous savons que plus rien ne sera comme avant !

En apprenant le drame, les directeurs de la FEHAP n'ont même pas eu la décence de suspendre leur congrès. Dans quel monde sommes-nous ? Nos directeurs sont-ils devenus des patrons seulement intéressés par l'abaissement du coût du travail au détriment des conditions de travail, des acquis et du soin ? Où est la morale ?

Pour notre part, plus que jamais, nous revendiquons l'annulation de la décision de dénonciation de la convention collective 51 par les employeurs.

Pour nos camarades qui ont été blessés, nous devons continuer la lutte.

Nous proposons que les manifestations du 11 octobre qui vont avoir lieu partout en France soient aussi l'occasion de leur apporter tout notre soutien.

Nous proposons que toutes les manifestations de France leur rende hommage avec une banderole :

**SOUTIEN À VALÉRIE, CATHERINE ET CLAIRE
NOS VIES VALENT MIEUX QUE LEURS PROFITS
HALTE ÀUX VIOLENCES POLICIÈRES ET PATRONALES
UNIS POUR DÉFENDRE NOS DROITS**

Nous vous informons que les personnels de la clinique mutualiste de St Etienne, seront en tête du cortège de St Etienne.

Fait à Saint-Etienne, le 10 octobre 2011